

REPUBLIQUE DE GUINEE

.....

Travail-Justice-Solidarité



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

MINISTERE DU BUDGET

.....

INSPECTION GENERALE DES FINANCES

SOCIETE CIVILE GUINEENNE

**MISSION DE CONTROLE EX-POST DES OPERATIONS
DE RESSOURCES ET DE DEPENSES DU PLAN DE RIPOSTE
A LA PANDEMIE DU COVID-19**

**RAPPORT SUR LE CONTROLE DE DESTINATIONS DES
DONS RECUS ET AUTRES ACQUISITIONS FAITES DANS LE
CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA PANDEMIE DU COVID-19**

**AU NIVEAU DE L'AGENCE NATIONALE DE SECURITE
SANITAIRE**

PERIODE : AVRIL, MAI ET JUIN 2020

RAPPORT FINAL

Mai 2021

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE.....	3
SYNTHÈSE DU RAPPORT	3
LISTE DES PROJETS DE RECOMMANDATIONS ET DES RAPPELS A LA LOI.....	7
1 CONTEXTE ET CADRE JURIDIQUE DE LA GESTION DES FONDS DE RIPOSTE A LA PANDEMIE DU COVID-19	9
1.1 Contexte et justification :	9
1.2 Objectif général :	10
1.3 Champ de couverture de la mission :	10
1.4 Diligences :.....	10
1.5 Résultats attendus :.....	10
1.6 Méthodologie/Déroulement de la mission :	11
1.7 Procédure contradictoire :	11
2 APPLICATION DES AXES DE CONTRÔLE :.....	12
2.1 Situation des dons en nature reçus et autres acquisitions de biens :	12
2.1.1 Le contrôle des dons en nature faits à l'Etat Guinéen :.....	13
2.1.2 Le contrôle des acquisitions de biens faites par l'ANSS :.....	14
2.1.3 Le contrôle des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS :	14
2.2 Le contrôle de la tenue de la comptabilité matières et matériel :	15
2.3 Le contrôle de la vérification des destinations :.....	18
2.4 L'Inventaire du stock et en-cours :.....	23

GLOSSAIRE :

SIGLES/ABREVIATIONS	SIGNIFICATION
ANSS	Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire
AC	Arrêté Conjoint
CT-Epi	Centre de Traitement Epidémiologique
CNOSCG	Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne
IGF	Inspection Générale des Finances
ISA	International Standard on Auditing-ISA
MB	Ministère du Budget
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OSC	Organisation de la Société Civile
PCG	Pharmacie Centrale de Guinée

SYNTHÈSE DU RAPPORT

Le contrôle des destinations des dons reçus et autres acquisitions de biens faites dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 pendant la période d'avril à juin 2020 a porté sur quatre (4) principaux axes, à savoir : (i) la situation des dons en nature reçus et autres acquisitions de biens, (ii) le contrôle de destinations des dons et autres acquisitions de biens, (iii) le contrôle de la tenue de la comptabilité matières et du matériel des dons reçus et autres acquisitions de biens et (iv) l'inventaire des stocks et en-cours.

La revue des informations, documents et données collectés ont mis en évidence des insuffisances et des dysfonctionnements dans la gestion des dons et acquisitions destinés à la mise en œuvre de la mesure 1 du plan de riposte.

Les observations et recommandations issues de nos travaux se présentent comme suit :

1. Principales Observations :

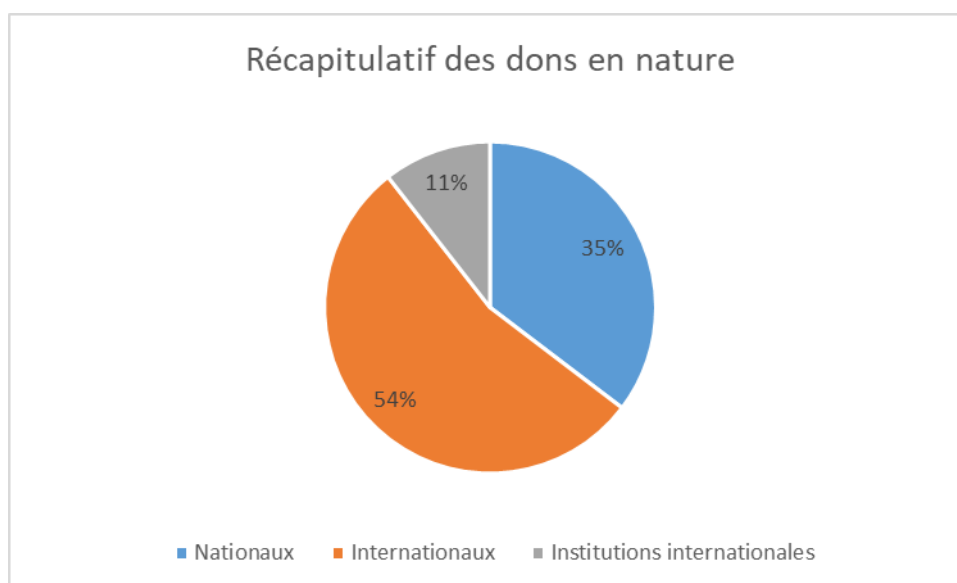
Sur le contrôle des dons en nature reçus et autres acquisitions de biens :

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19, au cours de la période avril mai et juin 2020, l'Etat Guinéen a bénéficié de dons en nature dont la valeur est estimée à **146 204 661 049 GNF**, par groupe de donateur la situation se présente comme suit :

Tableau N°3 : Situation récapitulative des dons en nature par groupe de donateur

N°	Donateur	Valeur en GNF	Observation
I	Donateurs Nationaux	51 668 744 713	Avril, Mai et Juin 2020
II	Donateurs Internationaux	79 087 901 796	
III	Donateurs Institutions Internationales	15 448 014 540	
Total général		146 204 661 049	

Source : Département Logistique ANSS.



Sur le contrôle de destinations des dons et autres acquisitions de biens :

Au cours de la période d'avril à juin 2020, en plus des dons faits à l'Etat Guinéen, d'autres acquisitions de biens ont été effectuées d'une part, par l'Etat Guinéen pour le compte de l'ANSS et d'autre part, par l'ANSS elle-même.

Le contrôle des destinations a permis de constater que, sur deux cent vingt-sept (227) bons de livraisons émis à l'ordre des six (6) centres de traitement CT-Epi de Conakry de l'échantillon constitué, seulement cent vingt-huit (128) bons sont parvenus à destination. La différence pour quatre-vingt-dix-neuf (99) bons, soit 56% des émissions au compte de l'échantillon, les CT-Epi n'ont pu confirmer leur réception.

Par ailleurs, pour l'ensemble des bons de sorties de la période, deux cent soixante-six (266) destinataires ont été identifiés pour quatre cent neuf (409) articles distribués. Le rapprochement de données a permis de faire le constat suivant :

1. Les données de cent soixante-douze (172) articles (items) sont conformes en réceptions et sorties ;
2. Les données de quatre-vingt-huit (88) articles (items) présentent des écarts ;
3. Les données de soixante-neuf (69) articles (items) figurant sur les bons émis à partir des dépôts de l'ANSS et de celui de la PCG ne figurent pas dans la situation arrêtée au 30 juin fournie par le département logistique de l'ANSS ;
4. Les données de quatre-vingt (80) articles (items) fournis par le département logistique (situation arrêtée au 30 juin 2020) ne figurent pas dans les données des (BL) remontés par les magasins de l'ANSS et de la PCG.

Par la suite, les écarts constatés ont fait l'objet d'une valorisation. Mais, en raison de l'absence de mercuriale de prix et donc de référentiel au niveau du secteur pharmaceutique, et du fait qu'avec le logiciel de gestion de stocks il n'y a pas la possibilité d'obtenir des montants permettant de valoriser les articles (items) concernés, il a été procédé sur la base des prix du marché collectés auprès de certains fournisseurs de la place (officines et grossistes) à l'évaluation des desdits articles.

La présente estimation a donc été faite pour chaque article (item) à partir du prix du mieux disant des différents fournisseurs consultés. Son incidence financière a été évaluée à :
10 655 852 000 GNF.

Sur le contrôle de la tenue de la comptabilité matières et matériel :

Si le contrôle des dons et acquisitions faites a permis de constater la réception effective des biens ainsi que la vérification des destinations pour certains articles, la mission a cependant relevé quelques anomalies et dysfonctionnements dans la gestion du stock. Ces manquements portent sur :

- l'absence d'un registre d'inventaire au niveau du magasin de la PCG et de l'ANSS ;
- le faible niveau d'implication du comptable matières et matériel de l'ANSS dans la gestion des dons ;
- le caractère inadapté du logiciel (GIGATECH 224.org) de gestion de stocks mis en place pour la gestion des dons et acquisitions ;
- l'absence de tenue de la comptabilité matières et du matériel des dons et biens acquis par l'ANSS ou pour son compte ;
- l'existence de bons de sorties signés qui ne portent ni de numéro, ni de date ;

- la répétition des mêmes références (numéros de référence, mêmes dates et les mêmes signataires) sur plusieurs bons de livraisons ;
- l'absence de noms et cachet sur certains bons de livraisons.

Sur l'inventaire du stock et en-cours :

La situation de l'inventaire arrêtée au 30 juin est présentée à **l'annexe n°7** du présent rapport de mission.

2. Principales Recommandations :

Trois (3) propositions de recommandations sont listées ci-après. Elles portent essentiellement sur le respect des procédures réglementaires et la régularisation de certaines opérations.

LISTE DES RECOMMANDATIONS ET DES RAPPELS À LA LOI

1°) (Direction Générale de l'ANSS) : Procéder sans délai, à la régularisation de l'ensemble des dons et acquisitions reçus et/ou effectués sans être enregistrés en comptabilité matières et matériel ;

2°) (Direction Générale de l'ANSS) : A l'avenir, veiller à ce que tous les achats de biens effectués par l'Etat pour son compte et/ou par elle-même, (une fois les étapes de la réception pour les dons en nature ou de la liquidation pour les achats terminées) soient immédiatement pris en charge en comptabilité matières et matériel afin de permettre l'établissement du compte matières de l'ANSS, mais aussi de celui de l'Etat tout entier à la clôture de l'exercice. Cette comptabilité patrimoniale centralisée doit être tenue par le service comptabilité matières et matériel de l'ANSS (Département Logistique).

À cet effet, les mesures suivantes sont recommandées à l'ANSS :

- **mettre immédiatement en place au niveau du magasin de la PCG, un registre d'inventaire ;**
- **établir à chaque réception, un Procès-Verbal de Réception des biens reçus ou livrés ;**
- **procéder sans délai, à l'implication effective du comptable matières et matériel nommé auprès de l'ANSS dans l'ensemble du processus de gestion des dons et biens en (entrée et sortie) ;**
- **détacher un ou deux agent (s) de la comptabilité matières et matériel de l'ANSS auprès du dépôt de la PCG, pour une gestion efficace et efficiente des dons et acquisitions entreposés à ce niveau ;**
- **procéder au paramétrage du logiciel de gestion sur la base de la 5^{ème} liste de médicaments en y intégrant la codification des produits avec les prix du bordereau de la Direction Nationale de la Pharmacie et des Médicaments ;**
- **faire viser par le comptable matières et matériel de l'ANSS, toutes les pièces se rapportant à la gestion du stock (demande d'approvisionnement, bon de livraison, bon de sortie etc...) ;**
- **mettre en place des fiches de consommation pour chaque article, item, etc....**

3°) (Direction Générale de l'ANSS) :

À l'effet d'éviter à l'avenir les dysfonctionnements constatés pendant la phase 1, la mission recommande une meilleure organisation du service logistique de l'ANSS, de manière à permettre la maîtrise et le traçage de l'ensemble des flux (entrées et sorties) des biens.

En raison des éventualités de cas d'urgences, il serait nécessaire et même indispensable que l'ANSS se dote d'un logiciel de gestion des stocks qui soit plus performant et qui permette d'effectuer toutes les requêtes utiles et de générer tous les états de situation nécessaires. Une telle application informatique de gestion du stock devrait permettre le suivi des quantités en stocks, leur valeur, le stock minimum et le stock de sécurité.

En outre, la mission a constaté quelques manquements à la loi et aux règlements, susceptibles d'engager la responsabilité des autorités concernées, auxquels il convient de mettre fin :

- **la non prise en charge en comptabilité matières et matériel de toutes les réceptions de dons et acquisitions de biens ;**
- **la non implication effective du comptable matières et matériel nommé auprès de l'ANSS dans la gestion du stock de dons et acquisitions.**

CONCLUSION GENERALE :

Sous réserve des manquements signalés, conséquences du non-respect des dispositions réglementaires et à leurs conséquences possibles (comptabilités inexactes, gestion défaillante des stocks et détournements possibles de biens), la mission estime que la mise en œuvre de la mesure 1 du plan de riposte économique du Gouvernement a été conforme aux objectifs visés par le Gouvernement.

1 CONTEXTE ET CADRE JURIDIQUE DE LA GESTION DES FONDS DE RIPOSTE A LA PANDEMIE DU COVID-19

1.1 Contexte et justification :

Après son apparition en Chine au cours du dernier trimestre de 2019, le coronavirus s'est progressivement répandu à travers le monde jusqu'à atteindre la Guinée en mars 2020. Les effets de cette pandémie étant multidimensionnels, le Gouvernement y a apporté une réponse par un plan de riposte économique rendu public en avril 2020 qui comprend trois composantes : sanitaire, économique et social. Son coût global est estimé à 3 400 milliards de GNF, soit environ 360 millions de dollars américains.

Dans un contexte de ralentissement de l'activité économique qui a occasionné la baisse des recettes budgétaires, l'accroissement des dépenses inhérentes à la riposte à la pandémie du coronavirus a poussé le Gouvernement à solliciter la mobilisation des ressources supplémentaires auprès des bailleurs internationaux, des pays amis et des sociétés publiques et privées sous forme d'appuis budgétaires, de dons, d'allègements et/ou de reports d'échéances de la dette.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement a bénéficié d'un élan de solidarité sous forme de soutiens financiers, de dons en espèces et en nature (médicaments, équipements sanitaires, etc....).

Dans le souci d'optimiser l'utilisation de ces ressources et d'assurer la transparence dans les allocations diverses en exécution du plan de riposte économique à la pandémie de Covid-19, le Gouvernement a mis en place un dispositif pour encadrer toutes les opérations tant en ressources qu'en dépenses. Ce dispositif est organisé par les textes ci-après :

- L'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB du 28 mai 2020, portant modalités de gestion des ressources et des dépenses du fonds spécial de riposte à la Covid-19 et de stabilisation économique ;
- L'arrêté conjoint AC/2020/1636/MEF/MB/CAB/DNTCP du 28 mai 2020, portant création, organisation et fonctionnement du comité de facilitation et de suivi des opérations exécutées sur le compte Fonds spécial de riposte à la Covid-19 et de stabilisation économique ;
- L'arrêté conjoint AC/2020/1852/MEF/MB/SGG du 15 juin 2020, portant modalités de contrôle des opérations du Fonds Spécial de Riposte au Covid-19 et de Stabilisation Economique.

Le contrôle des destinations conformément aux termes de référence élaborés et signés conjointement par les Ministres de l'Economie et des Finances et du Budget a été confié par le Gouvernement à l'Inspection Générale des Finances et à la Société Civile.

1.2 Objectif général :

L'Objectif assigné à ce contrôle est de s'assurer que tous les dons en nature faits à l'Etat Guinéen et les autres acquisitions de biens effectuées par l'ANSS et/ou par l'Etat pour son compte ont fait l'objet de réceptions effectives, les sorties sont matérialisées et les bénéficiaires indiquées sont effectivement destinataires finaux des biens sortis.

1.3 Champ de couverture de la mission :

La mission de l'Inspection Générale des Finances et de la Société Civile s'étend sur les actes des acteurs impliqués dans la réception, le stockage et la gestion des dons et acquisitions de biens entrant dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19.

Dans le présent contrôle, la période couverte est mars à juin 2020. Nos travaux ont porté d'une part, sur le contrôle des dons en nature et acquisitions dans le cadre de la mise en œuvre des mesures du plan de riposte et d'autre part, sur le contrôle des destinations.

1.4 Diligences :

L'équipe de l'Inspection Générale des Finances et la Société Civile dans le respect des méthodes et procédures à l'usage en la matière, ont réalisé les diligences suivantes :

- S'assurer que tous les biens reçus ont fait objet d'enregistrement préalable dans un registre d'inventaire, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté AC/2020/1636/MEF/MB/CAB/DNTCP du 26 mai 2020 ;
- S'assurer de l'enregistrement dans le patrimoine de l'Etat des biens réceptionnés et acquis ;
- S'assurer que les dons en nature sont valorisés et rentrent en totalité dans le patrimoine de l'Etat, conformément aux accords de dons ou tout autre document en tenant lieu ;
- S'assurer pour les acquisitions locales, que les livraisons ont été conformes aux spécifications techniques ;
- S'assurer du bon emploi des biens publics ;
- S'assurer que les sorties de magasins sont matérialisées ;
- S'assurer que les livraisons aux destinataires sont certifiées par les bénéficiaires ;
- S'assurer que le stock physique est inventorié.

1.5 Résultats attendus :

Les principaux résultats ci-après sont attendus :

Les opérations de réceptions, de stockage et de gestion sont faites conformément aux règles et procédures prescrites en la matière ;

Les dons et acquisitions sont sécurisés et utilisés à bon escient ;

Les autorités du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Economie et des Finances et du Ministère du Budget sont parfaitement informées de l'exécution des opérations en rapport avec la riposte à la Covid-19 ;

Les contributeurs et les citoyens sont informés des opérations de gestion des biens entrant dans la riposte à la pandémie du Covid-19.

1.6 Méthodologie/Déroulement de la mission :

La conduite de la mission est fondée sur la méthodologie de l'IGF issue de la méthodologie des normes ISA et de leur application adaptée au secteur public guinéen.

Après la phase d'instruction mise en œuvre par l'équipe de mission de l'IGF, il a été procédé avec les représentants de la Société Civile Guinéenne et ce conformément aux termes de référence, à la vérification des destinations des dons et autres acquisitions de biens reçus et/ou effectués au cours de la période d'avril à juin 2020.

Pour l'atteinte des objectifs de la mission, une démarche méthodologique structurée de la façon suivante a été adoptée :

Une réunion de lancement du contrôle de vérification des destinations a eu lieu le 25 novembre 2020 dans les locaux de l'ANSS en présence du Directeur Général Adjoint de l'Institution avec ses collaborateurs et des membres de l'équipe de contrôle de l'IGF et de la Société Civile Guinéenne.

Ainsi, après la réunion de lancement, l'équipe de mission a procédé à des visites de terrain et réaliser des entretiens avec les responsables des différents centres de traitement de Conakry. La liste des personnes rencontrées est donnée en **annexe 1**.

À la suite des entretiens et visites de terrain, la mission a procédé à la collecte des informations (bons de livraisons) aux niveaux de l'ANSS, de la PCG et des six (6) Centres de Traitement de Conakry.

Des réunions de fin de contrôle avec l'ensemble des acteurs et les huit membres de l'équipe de contrôle ont été organisées aux niveaux de chaque entité.

1.7 Procédure contradictoire :

L'étape de la procédure contradictoire ayant pour finalité le respect d'un principe clé du contrôle, à savoir "le principe du contradictoire", qui permet au contrôlé de prendre connaissance des conclusions de la mission de contrôle et de se prononcer en donnant une réponse au rapport provisoire qui peut soit confirmer les constats de la mission, soit les infirmer en apportant dans ce cas des éléments probants à cet effet.

L'absence de réponse à un rapport provisoire régulièrement transmis à l'entité contrôlée (avec accusé de réception) entraîne la validation par l'IGF du contenu dudit rapport qui devient de facto un rapport final opposable aux personnes contrôlées.

Conformément au manuel de procédure en vigueur à l'IGF, les états de confirmation d'émissions et de réceptions des bons de livraisons ont été envoyés respectivement aux centres de traitement épidémiologique (CT-Epi), à la Pharmacie Centrale de Guinée (PCG) et au département logistique de l'ANSS.

Les gestionnaires des deux magasins ainsi que ceux des six (6) centres de traitement et le chef de département logistique de l'ANSS ont tous confirmé leur situation. (**Voir annexe N°2-1 Etat de confirmation des bons émis à partir du magasin de la PCG ; annexe N°2-2 Etat de confirmation des bons émis à partir du magasin de l'ANSS et annexe N°2-3 Etats de confirmation des six (6) CT-Epi**).

Le 27 janvier 2021, le rapport provisoire a été transmis à Monsieur le Directeur Général de l'ANSS suivant courrier N°009/MEF/MB/CAB/IGF/2021 du 27 janvier 2021. La date limite de réponse était fixée au plus tard le 08 février 2021. Suivant courrier N°0175 du

12 février 2021 adressé à Monsieur l'Inspecteur Général des Finances, le Directeur Général de l'ANSS a sollicité une prorogation de délai sans pour autant indiquer la date.

Le délai supplémentaire de deux semaines lui a été accordé. C'est seulement le 08 avril 2021 soit cinquante-six (55) jours après que, suivant courrier référencé N°0579/ANSS en date du 07 mars 2021 les éléments de réponses apportés au rapport provisoire ont été transmis à Monsieur l'Inspecteur Général des Finances.

Nos travaux de contrôle qui se sont déroulés dans les locaux de l'ANSS, à la PCG et dans les différents Centres de Traitement ont porté sur les quatre (4) principaux axes suivants :

2 APPLICATION DES AXES DE CONTRÔLE

Les contrôles ont porté sur les ressources mobilisées et à mobiliser (engagements non encore honorés) et sur les dépenses exécutées inscrites et non inscrites au plan de riposte, mais entrant directement dans le cadre de la riposte au COVID-19.

2.1 Situation des dons en nature reçus et autres acquisitions de biens :

Le contrôle a porté sur l'ensemble des (dons en nature reçus et autres acquisitions de biens effectuées par l'ANSS et/ou par l'Etat pour son compte).

L'objectif général à ce contrôle est de s'assurer que tous les dons en nature faits à l'Etat Guinéen et les autres acquisitions de biens effectuées par l'ANSS et/ou par l'Etat pour son compte ont fait l'objet de réception effective et ont été stockés dans les magasins dédiés à cet effet. Cette étape devrait être couronnée par le suivi de travaux d'inventaire du stock de produits pharmaceutiques, consommables, matériels et équipements sanitaires, engins roulants et autres biens acquis. Cette diligence n'a finalement pas eu lieu en raison du temps imparti à la mission.

De façon spécifique, il s'est agi de s'assurer :

- que tous les biens reçus ont fait objet d'enregistrement préalable dans un registre d'inventaire, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté AC/2020/1636/MEF/MB/CAB/DNTCP du 26 mai 2020 ;*
- de l'enregistrement dans le patrimoine de l'Etat des biens réceptionnés et acquis ;*
- que les dons en nature sont valorisés et rentrent en totalité dans le patrimoine de l'Etat, conformément aux accords de dons ou tout autre document en tenant lieu ;*
- pour les acquisitions locales, que les livraisons ont été conformes aux spécifications techniques ;*
- du bon emploi des biens publics ;*
- que les sorties de magasins sont matérialisées ;*
- que les livraisons aux destinataires sont certifiées par les bénéficiaires ;*
- que le stock physique est inventorié.*

Les diligences suivantes ont été mises en œuvre : contrôle des dons en nature, contrôle des acquisitions faites par l'ANSS ou par l'Etat, contrôle de la comptabilité matières et du matériel, contrôle de la vérification des destinations dans les magasins et centres de traitement, inventaire des stocks et des en-cours.

2.1.1 Le contrôle des dons en nature faits à l'Etat Guinéen :

Cette diligence permet de s'assurer que l'ensemble des dons faits à la République de Guinée ont fait l'objet de réceptions sanctionnées par des PV de réceptions. Que l'ensemble des biens reçus ont été enregistrés dans le patrimoine de l'Etat (prise en charge en comptabilité matières et matériel) conformément à la réglementation en vigueur.

Lors de nos travaux, il a été constaté que les réceptions de dons n'étaient pas sanctionnées par des procès-verbaux de réceptions. En revanche, les biens réceptionnés ont été enregistrés dans un logiciel de gestion de stock, bien que ce logiciel ne soit pas adapté. De ce fait, la prise en charge en comptabilité matières et matériel de ces dons n'a pas été correctement effectuée.

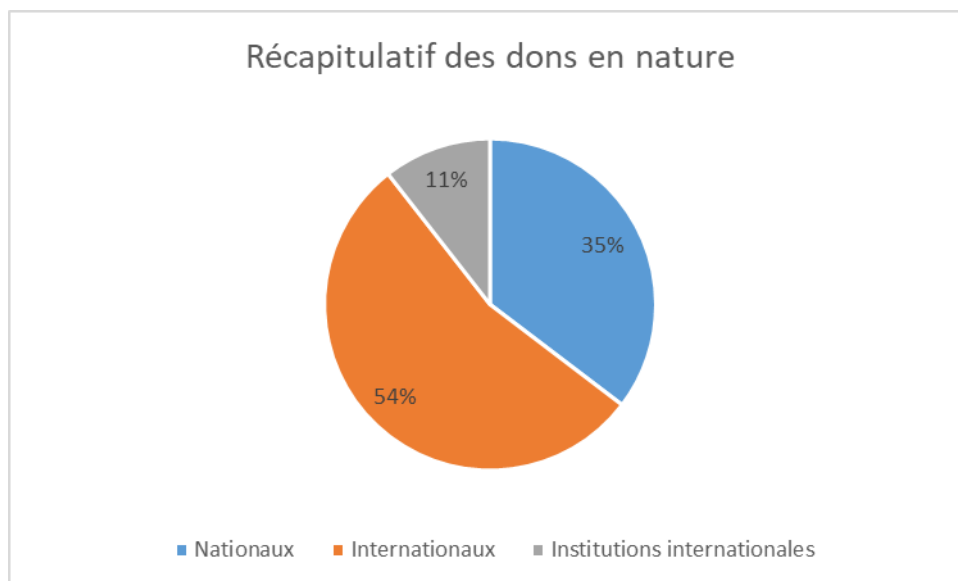
Pour la période allant du mois d'avril à juin 2020, plusieurs dons en nature ont été faits à l'Etat Guinéen. Ils portent sur des produits pharmaceutiques, consommables, matériels et intrants médicaux, des engins roulants, des denrées alimentaires etc....

La valeur des dons en nature faits à l'Etat Guinéen au cours des mois d'avril, mai et juin 2020 dans le cadre de la lutte contre la pandémie à la Covid-19 est estimée à **146 204 661 049 GNF**. Par groupe de donateurs, la situation récapitulée se présente comme suit :

Tableau N°1 : Situation récapitulative des dons en nature par groupe de donateur

N°	Donateurs	Valeur en GNF	Observation
I	Donateurs Nationaux	51 668 744 713	Avril, Mai et Juin 2020
II	Donateurs Internationaux	79 087 901 796	
III	Donateurs Institutions Internationales	15 448 014 540	
Total général		146 204 661 049	

Source : Département Logistique ANSS.



Le détail par donateur avec la valeur du don est présenté à l'annexe N°3 du présent rapport de mission.

2.1.2 Le contrôle des acquisitions de biens faites par l'ANSS :

Cette diligence permet de vérifier la conformité de la commande à la livraison, en tenant compte des spécificités techniques de la commande et de la qualité des biens livrés. Elle permet également de s'assurer que tous les biens reçus ont fait objet de prise en charge en comptabilité matières et matériel.

Pendant nos travaux de contrôle, il a été constaté dans les dossiers de dépenses des acquisitions de biens, des pièces justificatives attestant de la conformité des livraisons aux commandes et la prise en charge en comptabilité matières et matériel des biens acquis.

Du côté de l'ANSS, à partir des ressources mises à disposition, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire a procédé à des acquisitions de biens (produits pharmaceutiques, matériels, consommables et intrants médicaux) dont le montant se chiffre à **4 810 551 250 GNF** pour la période sous revue.

Le détail de ces acquisitions est présenté à l'annexe N°4 du présent rapport.

2.1.3 Le contrôle des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS :

Cette diligence permet de vérifier la conformité de la commande à la livraison, en tenant compte des spécificités techniques de la commande et de la qualité des biens livrés. Elle permet également de s'assurer que tous les biens reçus ont fait objet de prise en charge en comptabilité matières et matériel.

Sur la base des expressions de besoins faites par l'Etat, il est procédé à la mise en paiement des factures fournisseurs par le Payeur Général du Trésor après avis du Comité de Facilitation et de Suivi des Opérations Exécutées sur le Fonds Spécial COVID-19. La revue des pièces justificatives des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS n'a pas permis de vérifier la conformité de la commande à la livraison car, non soutenus par des contrats de fournitures de biens. Tout de même, l'ANSS affirme que les matériels, engins et produits livrés sont de bonne qualité. Au cours des phases (d'alerte et de riposte), l'Etat Guinéen a procédé à des acquisitions de biens et services pour le compte de l'ANSS, à partir du BND sur les (crédits du Ministère de la Santé) pour 1 552 000 000 GNF et du fonds COVID-19 pour 13 062 364 109 GNF, soit au total quatorze milliards six cent quatorze millions trois cent soixante-quatre mille cent neuf francs guinéens (14 614 364 109 GNF). Ces acquisitions pendant les deux phases ont porté sur :

- la fourniture de produits pharmaceutiques, consommables médicaux, matériels et autres intrants médicaux pour une valeur de 7 859 864 109 GNF ;
- la fourniture d'autres biens pour 6 754 500 000 GNF dont vingt (20) véhicules neufs pour une valeur de 6 355 000 000 GNF.

Le détail de ces acquisitions de biens est présenté à l'annexe N°5 du présent rapport.

2.2 Le contrôle de la tenue de la comptabilité matières et du matériel :

Cette étape permet de s'assurer de la tenue des documents comptables qui permettent d'enregistrer les flux internes et externes des biens meubles, immeubles, matières et équipements d'une part, et de déterminer l'existant en quantité et valeur d'autre part.

À ce titre, il a été question de vérifier la prise en charge effective en comptabilité matières et du matériel de l'ensemble des dons et acquisitions de biens faits dans le cadre de la phase d'alerte et de riposte.

Le contrôle de la tenue de la comptabilité matières et du matériel (gestion de stocks) a conduit aux observations suivantes :

- la non prise en charge en comptabilité matières et matériel de toutes les réceptions de dons et acquisitions de biens ;
- l'absence d'un livre d'inventaire des dons, appuis et contributions diverses avant leur intégration dans le logiciel de gestion de stock ;
- une gestion du stock assurée par un personnel autre que celui de l'ANSS au dépôt de la PCG ;
- le faible niveau d'implication dans la gestion du stock du comptable matières et du matériel nommé auprès de l'ANSS ;
- l'absence dans certaines liasses, de fiches de demandes d'approvisionnement émis par les centres de traitement, de bons de sorties signés du DG ou son adjoint ;

- l'imprécision de certains justificatifs des entrées et sorties qui ne comportent pas les noms des donateurs, les dates, les noms des structures bénéficiaires, le numéro de la pièce, la mention 'bon de livraison' ou 'bon de sortie' sur les documents établis dans ce sens, absence de visas du gestionnaire de stock sur certains bons de sortie ou de livraison.

Par ailleurs, le logiciel de stocks dénommé PCG COVID-19 Gigatech 224.org (ANSS) ne paraît pas adapté.

En effet, il a été constaté des insuffisances au niveau du logiciel de gestion de stocks en ce sens qu'il ne permet pas d'obtenir certaines informations indispensables dans une gestion de stocks. Entre autres, les insuffisances les plus élémentaires sont :

- l'application informatique de gestion du stock ne permet pas le suivi des quantités en stocks, leur valeur, le stock minimum et le stock de sécurité, d'où un risque de rupture des approvisionnements;
- l'impossibilité d'avoir à une période donnée, un état de stock par item ;
- l'absence de codification des biens stockés ;
- la non prise en charge en comptabilité matières et matériel de toutes les acquisitions de biens effectuées dans le cadre de la riposte au Covid-19 ;
- l'absence de fiche de stock par item ;
- l'absence d'inventaire formalisé au niveau du service comptabilité matières et matériel.

Rappel de Droit :

L'article 65 du RGGBCP, dispose que : « [...] La comptabilité des matières est tenue en partie simple par les ordonnateurs. Ces derniers sont responsables de la bonne tenue de la comptabilité matières ainsi que la bonne conservation et la bonne utilisation des matières dont ils ont la charge.

Des inventaires et comptes d'emploi sont établis périodiquement à date fixe et transmis au contrôleur financier qui peut opérer des contrôles sur pièces et sur place des actifs, biens et stocks sous la garde de l'ordonnateur auprès duquel il est placé [...] ».

Recommandation N°1 (Direction Générale de l'ANSS) : Procéder sans délai, à la régularisation de l'ensemble des dons et acquisitions reçus et/ou effectués non enregistrés en comptabilité matières et matériel.

Commentaire de la Direction Générale de l'ANSS :

« Pour vos recommandations n°1 et 2, elles sont prises en compte et sont en cours de mise en œuvre ».

Recommandation N°2 (Direction Générale de l'ANSS) : À l'avenir, veiller à ce que tous les achats de biens faits par l'Etat pour son compte et/ou par elle-même, (une fois les étapes de la réception pour les dons en nature ou de la liquidation pour les achats terminées) soient immédiatement pris en charge en comptabilité matières et du matériel afin de permettre l'établissement du compte matières de l'ANSS, mais aussi de celui de l'Etat tout entier à la clôture de l'exercice. Cette comptabilité patrimoniale centralisée doit être tenue par le service comptabilité matières de l'ANSS (Département logistique).

À cet effet, les mesures suivantes sont recommandées à l'ANSS :

- mettre immédiatement en place au niveau du magasin de la PCG, un registre d'inventaire ;
- établir à chaque réception un Procès-Verbal de Réception des biens reçus ou livrés ;
- procéder sans délai, à l'implication effective du comptable matières et matériel nommé auprès de l'ANSS dans l'ensemble du processus de gestion des dons et biens en (entrée et sortie) ;
- détacher un ou deux agent (s) de la comptabilité matières et matériel de l'ANSS auprès du dépôt de la PCG, pour une gestion efficace et efficiente des dons et acquisitions entreposés à ce niveau ;
- procéder au paramétrage du logiciel de gestion sur la base de la 5^{ème} liste de médicaments en y intégrant la codification des produits avec les prix du bordereau de la Direction Nationale de la Pharmacie et des Médicaments ;
- faire viser par le comptable matières et matériel de l'ANSS, toutes les pièces se rapportant à la gestion du stock (demande d'approvisionnement, bon de livraison, bon de sortie etc...) ;
- mettre en place des fiches de consommation pour chaque article, item, etc....

De façon schématique, la gestion du stock avec l'utilisation d'outils informatiques doit permettre l'édition des documents suivants par les agents concernés :

L'Ordonnateur :

- ✓ **Bon d'entrée de matériel**, toute entrée de matières en magasin doit être couverte par un ordre d'entrée en magasin, établi, daté et signé par l'ordonnateur ;
- ✓ **Bon de sortie de matériel**, toute sortie de matières doit être autorisée par un bon de sortie, établi, daté et signé par l'ordonnateur. Lors de la sortie des matières, le bénéficiaire signe sur le bon de sortie pour décharge.

Le comptable ou agent matières et du matériel :

- ✓ **Le procès-verbal de réception** est dressé conformément à la facture du fournisseur et il est signé par tous les membres de la commission de réception qui sont désignés par l'ordonnateur ;
- ✓ **Le livre journal des entrées et des sorties**, est un document où sont enregistrées, dans l'ordre chronologique, les quantités et les valeurs, les entrées et les sorties définitives de matières et matériels ;
- ✓ **La fiche d'inventaire du matériel en magasin**, Elle enregistre la quantité du stock physique du matériel existant en magasin.

Le détenteur de matières :

Fiche de demande de matière, qui liste les matériels sollicités par un utilisateur ou service utilisateur.

Commentaire de la Direction Générale de l'ANSS :

« Pour vos recommandations n°1 et 2, elles sont prises en compte et sont en cours de mise en œuvre ».

Conclusion de la Mission :

La mission prend acte de la prise en compte de ces recommandations mais insiste sur la nécessité de leur mise en œuvre immédiate.

2.3 Le contrôle de la vérification des destinations :

La diligence permet de s'assurer d'une part que, tous les bons de sorties ont été signés par l'autorité compétente et d'autre part que, les bénéficiaires indiqués sur les bons de livraisons sont effectivement les destinataires finaux des biens sortis.

Cette diligence, conformément aux termes de référence de la mission, a été déroulée avec les représentants de la Société Civile. Les résultats issus de ces travaux sont consignés dans le présent rapport spécial intitulé « **Rapport sur le Contrôle de destinations** ».

Au niveau de l'ANSS, la gestion des dons en nature et des acquisitions faites est assurée par le Département logistique.

L'Agence dispose de deux magasins. Le premier situé à la PCG, contenant le grand stock et le second à l'ANSS qui reçoit les dons ou acquisitions inférieurs à 20 m³.

Au total, ce sont trois cent soixante-un (361) bons de livraisons (BL) dont cent quarante-quatre (144) émis à partir du magasin de l'ANSS et deux cent dix-sept (217) à partir du magasin de la PCG qui ont été émis à l'ordre de soixante-douze (72) entités et structures bénéficiaires.

Tableau N°2 : Récapitulatif par bénéficiaire des bons émis, reçus et non reçus par les CT-Epi.

N°	CT-Epi	Détail des BL émis par Magasin			BL reçus par CT-Epi			BL non reçus par les CT-Epi		
		ANSS	PCG	Total	ANSS	PCG	Total	ANSS	PCG	Total
1	Camp Alpha Yaya Diallo	12	7	19	12	0	12	0	7	7
2	Donka	47	36	83	32	0	32	15	36	51
3	Gbèssia	15	12	27	15	0	15	0	12	12
4	Maison centrale	13	9	22	13	0	13	0	9	9
5	Matam Kénien	33	20	53	28	12	40	5	8	13
6	Nongo, INSP Nongo et MSF Nongo	17	10	27	15	0	15	2	10	12
	S/Total CT-Epi	137	94	231	115	12	127	22	82	104
66	Autres entités et structures bénéficiaires	7	123	130	0	0	0	0	0	0
72	Total général	144	217	361	0	0	0	0	0	0

Sources : Les deux dépôts (ANSS et PCG), les six (6) CT-Epi de Conakry et le Département Logistique de l'ANSS.

Analyse et commentaires :

Pendant la phase d'instruction, le tableau N°2 tel que présenté ci-dessus présente la situation des BL fournis à la mission.

Les entités et structures bénéficiaires de ces dons et autres acquisitions de biens effectuées dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19 identifiés sont au nombre de soixante-douze (72) dont six (6) centres de traitement épidémiologique (CT-Epi) de la zone spéciale de Conakry et les soixante-six (66) autres entités et structures bénéficiaires sont constitués des : CHU de Donka, Ignace Deen, CMC de Conakry, Ministères, Institutions Républicaines, ONG, Société Civile et de plusieurs autres organismes publics.

En phase contradictoire, selon l'ANSS il a été retrouvé et remonté 900 autres BL dont 648 émis à partir du magasin de l'ANSS et 252 à partir du magasin de la PCG.

Le dépouillement a permis d'aboutir au décompte suivant :

En effet, les 900 autres BL retrouvés et remontés intègrent les 104 (régularisations à postériori). Le dépouillement a permis de trouver : (869) au lieu de 900 comme annoncé dans les éléments de réponse de l'ANSS. Parmi ces (869) dont 203 au compte des CT-EPI et 567 au compte des autres structures bénéficiaires. Le dépouillement a permis de déceler 254 copies de BL déjà fournis en phase d'instruction dont 149 p/c des CT-EPI et 105 p/c des soixante-six (66) autres structures bénéficiaires identifiées en phase 1. Enfin 68 doublons dont 17 pour les CT-EPI et 51 au compte des autres structures.

Sur les cent (104) BL, il a effectivement été constaté quatre cas de doublons et un BL dont le service fait a été constaté. Par conséquent, les cinq (5) BL sont retirés de la situation. Les quatre-vingt-dix-neuf (99) autres restants sont constitués de BL qui étaient fournis en phase d'instruction mais dont les CT-PI n'avaient pas reconnus.

Ci-dessous présentée au tableau N°3 la situation définitive par entité bénéficiaire.

Dans le cadre du présent contrôle, notre vérification a porté sur une catégorie spéciale de bénéficiaires ayant obtenu plus de 64 % des bons émis. Ce sont les Centres de Traitement Epidémiologique de la zone spéciale de Conakry (CT-Epi) et qui constituent notre échantillon.

Au nombre de six (6), ces entités sont désignées comme étant les principaux bénéficiaires des dons et autres acquisitions effectuées au cours de la période allant du mois d'avril à juin 2020.

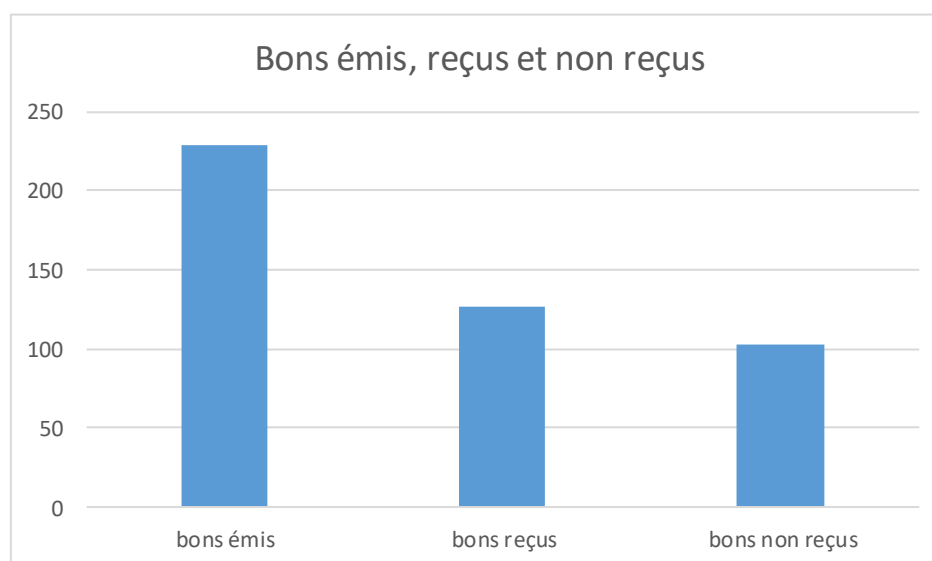
Pour les six (6) centres de traitement épidémiologique (zone de Conakry) de l'échantillon constitué, il a été constaté des émissions pour leur compte de deux cent-vingt-sept (227) bons de livraisons parmi lesquels, quatre-vingt-dix-neuf (99) ne sont pas parvenus à destinations et par conséquent n'ont pas été reconnus et validés par les responsables desdits centres.

Au regard des BL remontés par les CT-EPI (régularisations à posteriori) et de ceux nouvellement retrouvés et remontés par l'ANSS, la situation définitive de BL émis, reçus et non reconnus par les structures bénéficiaires se présente comme suit :

Tableau N°3 : Récapitulatif des bons émis, reçus et non reçus (pour les six (6) CT-Epi de Conakry) et des autres entités et structures bénéficiaires identifiées.

N°	CT-Epi	Détails de BL émis par Magasin			Détails de BL reçus par les CT-Epi			Détails de BL non reçus par les CT-Epi		
		ANSS	PCG	Total	ANSS	PCG	Total	ANSS	PCG	Total
1	Camp Alpha Yaya Diallo	12	7	19	12	0	12	0	7	7
2	Donka	44	36	80	33	0	33	11	36	47
3	Gbèssia	15	12	27	15	0	15	0	12	12
4	Maison centrale	13	9	22	13	0	13	0	9	9
5	Matam Kénien	32	20	52	28	12	40	4	8	12
6	Nongo, INSP Nongo et MSF Nongo	17	10	27	15	0	15	2	10	12
	Total CT-Epi	133	94	227	116	12	128	17	82	99
266	Autres Entités et Structures bénéficiaires	287	254	541	0	0	0	0	0	0
	Total général	420	348	768	116	12	128	17	82	99

Graphique N°1 : Représentation graphique des bons émis, reçus et non reçus



Analyse et commentaires :

À la lecture du tableau et du graphique présentés ci-dessus, l'on constate que sur les deux cent vingt-sept (227) bons de livraisons émis à l'ordre des centres de traitement épidémiologique de la zone spéciale de Conakry, seulement cent vingt-huit (128) bons de livraisons sont déclarés reçus par les CT-Epi, soit 16% des émissions totales et 56% des émissions au compte des six (6) CT-Epi de l'échantillon constitué. La différence, soit quatre-vingt-dix-neuf (99) bons sont déclarés non reçus par les centres de traitement, soit 12% des émissions totales et 43% des émissions au compte des CT-Epi.

(Voir annexe n°6, Situation des cent quatre (104) bons de livraisons non parvenus aux destinataires indiqués).

2.3.1 Le contrôle de vérification des destinations au niveau du CT-Epi de Donka :

Pour ce centre de traitement, le nombre total de bons de livraisons émis est de quatre-vingt-trois (83) dont quarante-sept (47) BL émis à partir du magasin de l'ANSS et trente-six (36) BL à partir du magasin de la PCG. Le contrôle de vérification a permis de constater que, seulement trente-deux (32) bons de livraisons ont été reçus au niveau de ce centre. Soit un écart de cinquante-un (51) BL non reçus. **(Voir le détail sur l'état de confirmation des bons reçus présenté à l'annexe n°2-3-1).**

Commentaire du Centre de Traitement de Donka (CT-Epi Donka) :

« J'ai l'honneur de vous transmettre les copies complémentaires des bordereaux de livraison des intrants que nous avons reçu au CTEPI de Donka durant notre période de Gestion. Ces documents étaient rangés dans des archives et n'ont pu être retrouvés que lors du déménagement de Donka pour Nongo ».

2.3.2 Le contrôle de vérification des destinations au niveau du CT-Epi de Kénien :

Au niveau de ce centre, sur un total de 53 BL émis dont 33 BL à partir du magasin de l'ANSS et 20 BL à partir de celui de la PCG, l'administration du centre n'a reconnu que vingt-huit (28). Soit un écart de treize (13) BL non reconnus par les responsables du centre de traitement de Kénien. **(Voir le détail sur l'état de confirmation des bons reçus présenté à l'annexe N°2-3-2).**

Commentaire du Centre de Traitement de Kénien (CT-Epi Kénien) :

« En référence de la lettre N-0155/ANSS relative à la mission d'inspection, j'ai l'honneur de venir par la présente de vous confirmer la réception sur le site de prise en charge du CTEPI-Kenien de ces différents bordereaux en pièces ci-jointes ».

2.3.3 Le contrôle de vérification des destinations au niveau du CT-Epi de Gbèssia :

Pour le compte du Centre de traitement de Gbèssia, ce sont quinze (15) bons de livraisons sur un total de 27 BL émis pour son qui ont été reconnus par les responsables de ce CT-EPI, soit écart de douze (12) BL n'ont pas été reconnus par les responsables de ce centre. **(Voir le détail sur l'état de confirmation des bons reçus présenté à l'annexe N°2-3-3).**

Commentaire du Centre de Traitement de Gbèssia (CT-Epi Gbèssia) :

Néant

2.3.4 Le contrôle de vérification des destinations au niveau du CT-Epi du Camp Alpha Yaya :

Au Camp Alpha Yaya, sur un total de dix-neuf (19) bons de livraisons émis dont douze (12) BL à partir du magasin de l'ANSS et sept (7) BL à partir du magasin de la PCG, douze (12) bons de livraisons ont été reconnus par les responsables de ce centre de traitement. Soit un écart de sept (7) BL non reconnus par l'administration du centre. **(Voir le détail sur l'état de confirmation des bons reçus présenté à l'annexe N°2-3-4).**

Commentaire du Centre de Traitement du Camp Alpha Yaya (CT-Epi C. Alpha Yaya) :

« En référence de la lettre N-0155/ANSS relative à la mission d'inspection, j'ai l'honneur de venir par la présente de vous confirmer la réception sur le site de prise en charge du CTEPI Camp Alpha Yaya Diallo de ces différents bordereaux en pièces ci-jointes ».

2.3.5 Le contrôle de vérification des destinations au niveau du CT-Epi de Nongo :

En ce qui concerne le Centre de Nongo, sur un total de vingt-sept (27) bons de livraisons émis à partir des magasins de l'ANSS pour dix-sept (17) BL et la PCG pour dix (10) BL, au niveau de l'administration du centre ce sont quinze (15) bons de livraisons qui ont été reconnus par les responsables du centre de traitement épidémiologique de Nongo. Soit un écart de douze (12) bons de livraisons non reconnus par les responsables du dit centre. **(Voir le détail sur l'état de confirmation des bons reçus présenté à l'annexe N°2-3-5).**

Commentaire du Centre de Traitement de Nongo (CT-Epi Nongo) :

« Suite à votre courrier N°0155/ANSS en date du 09/02/2021, relatif à la reconnaissance des bordereaux de livraison mis en cause pour la période mars à juin 2020 au compte du CT-EPI de Nongo, il ressort que six (6) ont été reçus par le laboratoire de l'INSP de Nongo et non le CT-EPI de Nongo et cinq (5) ont été reçu par MSF/B qui était responsable de CT-EPI de Nongo au moment des faits ».

2.3.6 Le contrôle de vérification des destinations au niveau du CT-Epi de la Maison Centrale :

Au niveau de ce centre de traitement, treize (13) bons de livraisons sur un total de 22 émissions dont treize (13) à partir du magasin de l'ANSS et neuf (9) à partir du magasin de la PCG ont été reconnus par les responsables de ce centre. Soit un écart de neuf (9) non reconnus par les responsables du centre. **(Voir le détail sur l'état de confirmation des bons reçus présenté à l'annexe N°2-3-6).**

Commentaire du Centre de Traitement de la Maison Centrale (CT-Epi Maison Centrale) :

« En référence de la lettre N-0155/ANSS relative à la mission d'inspection j'ai l'honneur de venir par la présente de vous confirmer la réception sur le site de prise en charge de la maison centrale de ces différents bordereaux en pièces ci-jointes ».

Commentaire de la Direction Générale de l'ANSS :

« Pour le contrôle de la vérification des destinations, 900 autres bordereaux de livraisons ont été retrouvés dont 648 émis par l'ANSS et 252 émis par la PCG ce qui a permis de

réduire considérablement les écarts constatés sur la situation globale des réceptions, distributions et stocks (voir tableau en annexe) ;

Pour les 104 (cent quatre) bordereaux qui étaient supposés n'être pas parvenus à destination au niveau des six centres de traitement, nous avons constaté cinq (5) doublons (voir tableau en annexe n°6) et 98 sont retrouvés et reconnus par les responsables desdits centres après confrontation avec les bénéficiaires ».

Conclusion de la Mission :

La mission prend acte des différents courriers de l'ANNS, des cinq (5) CT-EPI sur les six (6) et les BL remontés. Toutefois, la mission estime que les pièces (BL) fournis ou remontés par les CT-EPI sont en réalité des régularisations a posteriori car, pendant la phase d'instruction, il a été envoyé aux différents administrateurs des CT-EPI, les états de confirmation de réceptions de BL reçus par CT-EPI (voir annexe N°2) à charge pour eux de confirmer ou d'infirmer la situation de son centre. Il en a été de même pour les gestionnaires des magasins de la PCG et de l'ANSS au titre des émissions de BL pour le compte des CT-EPI (voir annexe N°2).

En retour, tous ont confirmé leur situation telle que présentée par la mission et aucune observation n'avait été alors soulevée.

2.4 L'Inventaire du stock et en-cours :

Cette diligence permet de s'assurer que le stock théorique correspond à celui physique.

En cas de stocks constatés, sur la base des informations disponibles, faire un inventaire physique de l'existant en quantité et en valeur ou procéder à l'établissement de la situation de l'existant en quantité et en valeur.

En raison du temps imparti, l'équipe de contrôle n'a pu procéder à l'inventaire des biens stockés. Toutefois, sur la base des informations comptables disponibles, il a été procédé à un rapprochement de données de la situation arrêtée au 30 juin 2020. Après la prise en compte des bons de livraisons (BL) retrouvés et remontés pendant la phase contradictoire essentiellement des autres structures bénéficiaires (soit 411 BL), le constat qui se dégage sur la base de ces informations, révèle ce qui suit :

- Les données de cent soixante-douze (172) articles (items) sont conformes en réceptions et sorties ;
- Les données de quatre-vingt-huit (88) articles (items) présentent des écarts ;
- Les données de soixante-neuf (69) articles (items) figurant sur les bons émis à partir des dépôts de l'ANSS et de celui de la PCG ne figurent pas dans la situation arrêtée au 30 juin 2020 fournie par le département logistique de l'ANSS ;
- Les données de quatre-vingt (80) articles (items) fournis par le département logistique (situation arrêtée au 30 juin 2020) ne figurent pas dans les données des (BL) remontés par les magasins de l'ANSS et de la PCG.

(Voir la situation du stock de l'ANSS arrêtée au 30 juin 2020 présentée à l'annexe N°7 du présent rapport de mission) ;

(Voir à l'annexe N°8 la situation globale des articles reçus, distribués, stockés et écarts constatés).

Commentaire de la Direction Générale de l'ANSS :

« Pour le contrôle de la vérification des destinations, 900 autres bordereaux de livraisons ont été retrouvés dont 648 émis par l'ANSS et 252 émis par la PCG ce qui a permis de réduire considérablement les écarts constatés sur la situation globale des réceptions, distributions et stocks (voir tableau en annexe) ».

Conclusion de la Mission :

Lors de la phase d'instruction, à la suite de la demande adressée au Département Logistique de l'ANSS, il a été transmis au total 361 bons de livraison (BL) dont 217 émis à partir du magasin de la PCG et 144 à partir du magasin de l'ANSS.

Avec la prise en compte de nouveaux BL retrouvés et remontés, la nouvelle situation est présentée dans le tableau N°3 ci-dessus, pour les émissions, réceptions et de BL non reconnus par les CT-EPI à l'annexe N°7 et pour la situation du stock arrêtée au 30 juin 2020 et celle des articles reçus, distribués, stockés et écarts constatés à l'annexe N°8.

Recommandation N°3 (Direction Générale de l'ANSS) :

À l'effet d'éviter à l'avenir les dysfonctionnements constatés pendant la phase 1, la mission recommande une meilleure organisation du service logistique de l'ANSS, de manière à permettre la maîtrise et le traçage de l'ensemble des flux (entrées et sorties) des biens.

En raison des éventualités de cas d'urgences, il serait nécessaire et même indispensable que l'ANSS se dote d'un logiciel de gestion des stocks qui soit plus performant et qui permette d'effectuer toutes les requêtes utiles et de générer tous les états de situation nécessaires. Une telle application informatique de gestion du stock devrait permettre le suivi des quantités en stocks, leur valeur, le stock minimum et le stock de sécurité.

Dans la suite, les écarts constatés ont fait l'objet de valorisation. Mais, en raison de l'absence de mercuriale de prix et donc de référentiel au niveau du secteur pharmaceutique, et du fait qu'avec le logiciel de gestion de stocks il n'y a pas la possibilité d'obtenir des montants permettant de valoriser les articles (items) concernés, il a été procédé sur la base des prix du marché collectés auprès de certains fournisseurs de la place (officines et grossistes) à l'évaluation des desdits articles.

La présente estimation a donc été faite pour chaque article (item) à partir du prix du mieux disant des différents fournisseurs consultés. Son incidence financière a été évaluée à : **10 655 852 000 GNF.**

CONCLUSION GENERALE :

Sous réserve des manquements signalés, résultant du non-respect des dispositions réglementaires et de leurs conséquences possibles (comptabilités inexactes, absence de pièces justificatives, gestion défaillante des stocks et détournements possibles de biens), la mission estime que la mise en œuvre de la mesure 1 du plan de riposte économique du Gouvernement a été conforme aux objectifs visés par le Gouvernement.

Conakry, le 11 Mai 2021

Ont signé

Pour l'Inspection Générale des Finances (IGF) :

M. Sâa Gabriel TEMBEDOUNO, Chef de Mission (IGF)



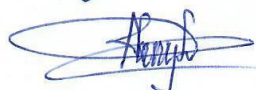
M. Sékou DOUKOURE : IGF, Membre



M. Ousmane CISSE : IGF, Membre



M. Abdoulaye Oury Alpha DIALLO: IGF, Membre



Mme. Aissata SIDIBE : IGF, Membre



M. Yomba Fela OUENDENO : IGF, Membre



M. Amadou Laly BARRY: IGF, Membre



M. Sâa Kémo OLIANO : IGF, Membre



Pour la Société Civile Guinéenne :

M. Dorah Aboubacar KOITA, Jeunesse CEDEAO, Membre

M. Bangaly Minatagbè CAMARA, LEJEPAD-GUINEE, Membre



M. Faya Michel MILLIMONO, OCGR, Membre



M. Alpha Sékou BANGOURA, FELO, Membre



M. Basékou Shek CONDE, Ordre National des Huissiers de Justice, Membre



ANNEXES

Annexe n° 1. Liste des personnes rencontrées	28
Annexe n° 2. Etats de confirmation des bons émis à partir du magasin de la PCG, de l'ANSS et les états de confirmation des six (6) CT-Epi.....	30
Annexe n° 3. Liste des donateurs avec la valeur des dons	31
Annexe n° 4. Situation des acquisitions faites par l'ANSS pendant la période : avril, mai et juin 2020.....	35
Annexe n° 5. Situation des acquisitions faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS pendant la période : avril, mai et juin 2020.....	36
Annexe n° 6. Situation des quatre-vingt-dix-neuf bons émis non parvenus aux destinataires indiqués pendant la période : avril, mai et juin 2020	36
Annexe n° 7. Situation du stock de l'ANSS arrêtée au 30 juin 2020	38
Annexe n° 8. Situation Globale des articles reçus, distribués, stockés et écarts constatés arrêtée au 30 juin 2020	36
Annexe n° 9. Situation de l'évaluation des quatre-vingt-dix-neuf (99) BL non parvenus aux destinataires.....	36
Annexe n° 10. Quelques images de la visite de terrain des CT-EPI	36

Annexe n°1. Liste des personnes rencontrées

N°	Nom et prénom	Fonction	Téléphone	Observations
1	Dr. YATASSAYE Bouna	Directeur Général Adjoint de l'ANSS		En Fonction
2	Dr. CAMARA Thiany	Directeur Département Logistique de l'ANSS		En Fonction
3	CAMARA Joseph Saeul	Chef Comptable Matières et Matériel de l'ANSS		En Fonction
4	SACKO Ibrahima Sory	Gestionnaire de Stock ANSS		En Fonction
5	Dr. KEITA Adama Bakary	Gestionnaire de Stock PCG		En Fonction
7	Dr. CISSE Sékou Ditinn	Administrateur du Centre de Donka		En Fonction
8	DOUMBOUYA Lansana	Responsable Logistique Donka		En Fonction
9	KONATE Mamady	Responsable Pharmacie Donka		En Fonction
10	Dr. KOUROUMA Fodé	Administrateur du Centre de Kénien		En Fonction
11	TOURE Mamady	Responsable Logistique Kénien		En Fonction
12	Dr. CAMARA Mariama Mathy	Responsable Pharmacie Kénien		En Fonction
13	Dr. CONDE Mohamed	Administrateur du Centre de Gbèssia		En Fonction
14	KONATE Souleymane Diatta	Responsable Logistique de Gbèssia		En Fonction
15	KEBE Mamady Dianka	Responsable Pharmacie Gbèssia		En Fonction
16	Lt. KABA Mohamed Lamine	Administrateur du Centre Camp Alpha Yaya		En Fonction
17	KEITA Issiaga	Responsable Logistique Camp Alpha Yaya		En Fonction
18	Dr. CAMARA Moussa 3	Administrateur du		En Fonction

<i>N°</i>	Nom et prénom	Fonction	Téléphone	Observations
		Centre Nongo		
19	GUEYE Modou	Responsable Logistique de Nongo		En Fonction
20	BARRY Mohamed Hady	Responsable Pharmacie Nongo		En Fonction
21	Lt. CAMARA Mamadouba Fougué	Administrateur du Centre de la Maison Centrale		En Fonction
22	Adj/C. SIDIBE Kémo	Responsable Logistique de la Maison Centrale		En Fonction

**Annexe n°2. Etats de confirmation des bons émis à partir du magasin de la PCG ;
de l'ANSS et les états de confirmation des six (6) CT-Epi**

Annexe n°3. Liste des Donateurs avec la valeur des dons

SITUATION DES DONS EN NATURE FAITS A L'ANSS**PERIODE : AVRIL - JUIN 2020****LISTE DES DONATEURS**

N°	Donateur	Valeur du Don en GNF	Observations
1	ALY SAADI	680 000 000	ANSS
2	ANAIM	330 050 000	ANSS
3	APAG	380 000 000	ANSS
4	ASHAPURA - GUINEA RESSOURCES	121 257 700	ANSS
5	SOCIETE BAUXITE KIMBO SA. U	352 500 000	ANSS
6	SODEFA	609 050 000	ANSS
7	SYLLA BILL GATE INTENDANT A LA PRESIDENCE	6 000 000	ANSS
8	SYNOG	4 116 900	ANSS
9	TOPAZ GUINEE	225 500 000	ANSS
10	TOTAL GUINEE	550 000 000	ANSS
11	UNICEF	432 000 000	ANSS
12	ALIMA	700 000	ANSS
13	PAM	333 153 500	ANSS
14	BANQUE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE EN GUINEE	1 291 509 500	ANSS
15	BM / PREVUVE G	487 740 000	ANSS
16	VIVO ENERGIE	468 500 000	ANSS
17	BOLLORE, TRANSPORT LOGISTICS GUINEE	250 000 000	ANSS
18	BRAGUINEE	250 000 000	ANSS
19	SOGUIPREM	200 000 000	ANSS
20	CAISSE NATIONALE DE LA SECURRITE SOCIALE	178 000 000	ANSS
21	COMMUNAUTE LIBANAISE	966 617 348	ANSS

N°	Donateur	Valeur du Don en GNF	Observations
22	COMPAGNIE CBG	500 000 000	ANSS
23	EGYPTE	281 250 000	ANSS
24	EMEM-TRADING	43 750 000	ANSS
25	EMIRATS ARABE – UNIE	3 465 047 500	ANSS
26	FESGUIC	18 000 000	ANSS
27	FONDATION KADIATOU N'DAYE	6 599 840	ANSS
28	HADAFO MEDIAS	250 000 000	ANSS
29	GETMA GUINEE	50 000 000	ANSS
30	GUINEE GAIMES	800 000 000	ANSS
31	HOUSE MART	128 950 000	ANSS
32	IMAK	75 000 000	ANSS
33	TURQUIE GROUPE CALIK	4 038 820 231	ANSS
34	JACK MAS S/CU.A	2 436 200 000	ANSS
35	TURQUIE EL BAYAK	35 563 375 000	ANSS
36	JHPIEGO GUINEE	48 000 000	ANSS
37	M-I-S	85 000 000	ANSS
38	MADAME KAKE MARIAM	75 000 000	ANSS
39	MAERSK GUINEE SA	97 580 000	ANSS
40	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	900 000 000	ANSS
41	MINISTERE DE LA COOPERATION	45 000 000	ANSS
42	MOTA - ENGIL AFRICA GUINEE	37 500 000	ANSS
43	PNLP	10 000 000	ANSS
44	MR CAMARA SINE	205 250 000	ANSS
45	OMS	14 999 421 040	ANSS
46	OOAS	50 940 000	ANSS
47	ORANGE GUINEE	174 123 500	ANSS
48	ORDRE DES PHARMACIENS DE GUINEE	750 000 000	ANSS

N°	Donateur	Valeur du Don en GNF	Observations
49	PAPETERIE HOTIMEX	36 750 000	ANSS
50	PCG	78 000 000	ANSS
51	PHARMACIE NOUNI	41 265 000	ANSS
52	PRESIDENCE	4 436 207 129	ANSS
53	QUARANTE SEPTIEME PROMOTION DE LA FACULTE DE MEDECINE DE L'UNIVERSITE GAMAL ABDEL	9 894 800	ANSS
54	REFAMP/G & COFFIG/DC PD	15 622 500	ANSS
55	REPUBLIQUE DE CHINE	1 011 250 000	ANSS
56	NOVARTIS	756 000 000	ANSS
57	RIO TINTO	4 144 244 000	ANSS
58	SANOFI	16 500 000	ANSS
59	SATGURU & EZONE	250 000 000	ANSS
60	SHAANXI	25 151 378 042	ANSS
61	GOUVERNEMENT CHINOIS	6 384 581 023	ANSS
62	SMB MINNING	30 346 656 480	ANSS
63	WEB FONTAINE	217 230 016	ANSS
64	WIETC	57 580 000	ANSS
TOTAL GENERAL		146 204 661 049	

Annexe n°4. Situation des acquisitions de biens faites par l'ANSS, pendant la période : avril, mai et juin 2020

Annexe n°5. Situation des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS, pendant la période : avril, mai et juin 2020

Annexe n°6. Situation des quatre-vingt-dix-neuf (99) bons émis non parvenus aux destinataires indiqués, pendant la période : avril, mai et juin 2020

Annexe n°7. Situation du stock de l'ANSS arrêtée au 30 juin 2020

**Annexe n°8. Situation Globale des articles reçus, distribués, stockés et écarts
constatés arrêtée au 30 juin 2020**

Annexe n°9. Situation de l'évaluation des quatre-vingt-dix-neuf (99) BL non parvenus aux destinataires

**Annexe n°10. Quelques images de la visite de terrain des Centres de Traitement
Epidémiologique et Magasins de Conakry (CT-EPI)**



**Un des magasins de la pharmacie centrale de Guinée où sont
entreposés denrées alimentaires et intrants**



Visite au centre de traitement épidémiologique de NONGO



Visite au Centre de Traitement Epidémiologique de DONKA



Visite au Centre de Traitement Epidémiologique de KENIEN



Séance de Travail au Bureau de la Jeunesse CEDEAO sis à GBESSIA



Stock de Produits et d’Intrants au Magasin de la Pharmacie Centrale de Guinée (PCG)



Stock de Produits et d’Intrants au Magasin de la Pharmacie Centrale de Guinée (PCG)



Stock de Produits et d’Intrants au Magasin de la Pharmacie Centrale de Guinée (PCG)



**Stocks de lits et matelas à la PCG
dans le cadre de la riposte à la Covid-19**